

Trade and Development Board, 69<sup>th</sup> Executive Session

*Rapport 2019 sur les pays les moins avancés :*

*Le financement extérieur du développement, aujourd'hui et demain –*

*Dépendance persistante, difficultés nouvelles*

## **Remarques introductives par Ms. Isabelle Durant**

Secrétaire générale adjointe, CNUCED

Room XVII - 5 février 2020 – 3.00 p.m.

Excellences, Distingués délégués, Mesdames et Messieurs,

Il y a près de cinq ans, en 2015, la communauté internationale a adopté le programme d'action d'Addis-Abeba (Addis Ababa Action Agenda).

On s'attendait à ce que les ressources financières soient augmentées pour financer les investissements et les dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable.

Mais aujourd'hui, il y a un grand écart entre nos attentes et la réalité.

Sans une action urgente, les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés (PMA), n'auront pas le soutien financier nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.

C'est pourquoi notre rapport sur les PMA de 2019 arrive **à point nommé**.

Il présente une analyse approfondie sur "*Le financement extérieur du développement, aujourd'hui et demain – Dépendance persistante, difficultés nouvelles*".

### **Le financement extérieur du développement reste essentiel pour les PMA :**

- En raison de la faiblesse de leurs capacités productives, les PMA ont enregistré des déficits persistants de leurs comptes courants. Cela les a rendus dépendants du financement extérieur.
- Les PMA ne peuvent pas accéder aux instruments de financement du marché à l'échelle nécessaire pour satisfaire leurs besoins d'investissement. Ils restent dépendants de l'aide publique au développement (APD - ou ODA en anglais - comme nous l'appelons habituellement).
- Les PMA représentent 15 des 20 pays les plus dépendants de l'aide dans le monde.

La dette est redevenue un sujet de préoccupation dans de nombreux PMA, qui ont de plus en plus recours au financement par l'emprunt.

Cela signifie qu'un tiers des PMA sont en situation de surendettement ou courent un risque élevé de surendettement.

Cela menace la viabilité de leur dette et leur potentiel de développement économique, c'est une lourde épée de Damoclès.

### **L'architecture de l'aide a subi des changements :**

- Il existe un **éventail plus large** de sources de financement extérieures, comprenant un nombre croissant d'acteurs et d'instruments. Cette situation a entraîné à la fois plus de complexité et d'opacité pour les PMA.
- Le rapport souligne que les changements apportés à l'architecture de l'APD peuvent **modifier l'équilibre des pouvoirs** entre et parmi les acteurs du développement.

Cela pourrait avoir des conséquences potentiellement très importantes pour les acteurs traditionnels du développement - y compris l'État.

- Mais la diversité du financement ne s'est pas traduite par une augmentation significative du financement du développement de toutes les sources.  
Les versements d'APD aux PMA n'ont augmenté que de 2 % par an depuis le Programme d'action d'Istanbul de 2011.  
Les niveaux restent bien en deçà des objectifs convenus au niveau international.
- Il est également préoccupant que l'APD continue à privilégier les secteurs sociaux par rapport aux infrastructures économiques et aux secteurs de production.
- La coopération au développement privée a un impact limité sur l'entrepreneuriat national. Les modèles d'entreprise adoptés par les fonds de capital-investissement (private equity funds) et les institutions de financement du développement ne sont pas toujours compatibles avec la réalité des petites entreprises dans les PMA.  
Cela est très préoccupant car le défi de l'accès au financement privé est plus aigu pour les petites et moyennes entreprises (PME) de ces pays.

Par conséquent, le rapport 2019 sur les PMA appelle à **un programme 2.0 sur l'efficacité de l'aide**. Ce programme reprend et revitalise les travaux inachevés du programme initial sur l'efficacité de l'aide - la Déclaration de Paris de 2005.

Les PMA peuvent chercher à obtenir un **accord avec leurs partenaires de développement** sur :

- Renforcer l'impact des interventions d'aide sur le développement en clarifiant la définition de l'APD, et, en adoptant des lignes directrices et des limites de la coopération privée au développement;

- En établissant des liens solides entre la coopération au développement du secteur privé, l'entrepreneuriat autochtone et les plans de développement nationaux.

Pour atteindre les objectifs de développement durable et échapper à la dépendance à l'égard de l'aide, les PMA ont besoin d'un financement extérieur **axé sur la transformation structurelle de leur économie.**

Il faudra pour cela renforcer leur capacité productive et diversifier leurs économies et leurs exportations.

Pour la plupart des PMA, cela signifie accroître leur capacité à transformer et à **ajouter de la valeur aux produits primaires avant leur exportation.**

À cet égard, je tiens à mentionner le travail de pionnier de la CNUCED sur la mesure de la capacité productive des pays.

**L'indice de la capacité productive** que nous sommes en train de mettre au point fournira aux pays un moyen concret de mesurer les progrès et de concevoir des politiques.

Le rôle central des capacités productives pour la transformation structurelle ainsi que la nécessité d'un financement extérieur pour soutenir ces objectifs sont également notre message pour la préparation de la **cinquième conférence des Nations unies sur les PMA** qui se tiendra l'année prochaine à Doha, au Qatar, et du programme d'action en faveur des PMA pour 2021-2030.

Je vous souhaite un débat fructueux et vous remercie de votre attention.